

Zeitschrift: Actio : un magazine pour l'aide à la vie
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 94 (1985)
Heft: 10

Rubrik: Pour et contre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

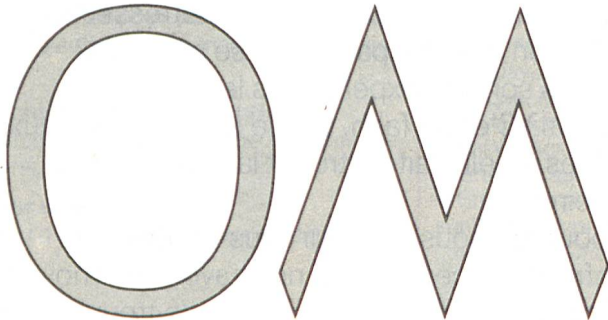
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

POUR ET CONTRE

D É P O L I T I S E R



Laboratoires OM Genève

plus de 40 ans
au service de la médecine

Peter Sager, conseiller national bernois, directeur de l'Institut suisse de recherches sur les pays de l'Est

Avant tout, il faut définir certains termes avec plus de précision, car l'incertitude quant au contenu des mots ne fait qu'entraîner des confusions de l'esprit et de la pensée.

Par politique du développement, il faut comprendre la manière dont on conçoit et applique l'aide au développement, autrement dit l'ensemble des mesures destinées à aider les pays et les sociétés en développement. Elle est caractérisée, premièrement, par la forme de l'aide (aide-conseil, assistance pour l'approvisionnement et/ou pour le financement), deuxièmement, par le modèle économique prôné (économie de marché, économie mixte ou encore planifiée) et enfin par les conditions qui prévalent dans la région assistée (valeurs traditionnelles, relations sociologiques, conditions climatiques, explosion démographique).

Il est évident qu'il n'existe

pas de panacée, une aide au développement idéale – qui soit rapide et couronnée de succès. C'est pourquoi la politique du développement fait l'objet d'un débat, d'un débat interminable mais inévitable parce qu'il permet d'élargir et d'approfondir les connaissances en la matière et de les diffuser.

Ce n'est certes pas cette réalité qui est visée lorsque l'on déplore la «politisation de l'aide au développement». La cible de ces critiques serait bien plus les idéologues qui tentent de mésuser des problèmes du développement. L'abus dont nous parlons se présente sous la forme suivante: dans le pays industrialisé lui-même, il arrive souvent que, en prétextant une aide humanitaire dans un Etat du tiers monde, parfois même en puisant dans des fonds récoltés à cet effet, l'on intervienne sur le plan politique avec pour but de modifier le système.

Les exemples sont légion: attaques contre les firmes multinationales (les unes sont

"Pour ceux

qui exigent plus."

Le CS-compte salaire «plus» offre de multiples avantages: diverses possibilités de retirer de l'argent liquide, par exemple, de régler ses paiements et d'épargner sans problème.

CS-compte salaire **plus**



CREDIT SUISSE
CS

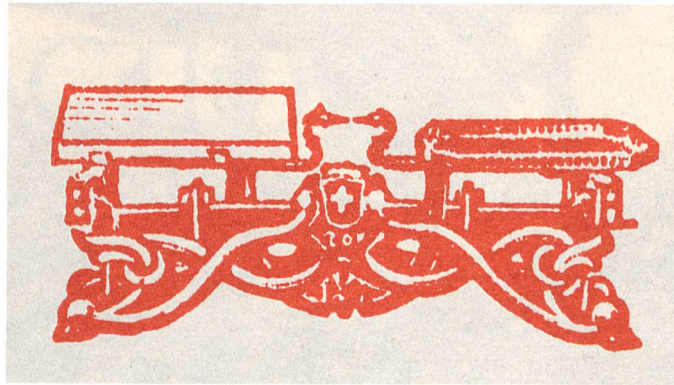
De père en fils au Crédit Suisse



accusées d'avoir tué des bébés, les autres d'avoir menti), attaques de firmes commerciales (auteurs d'exploitation abusive), ingérence dans des campagnes électorales. (Les organisations pour le développement ont soutenu les initiatives des banques avec des montants de six chiffres, alors que les initiatives favorables à une interdiction d'exporter des armes devaient, elles, se contenter de cinq chiffres.)

L'orientation vers une politique de parti découle du fait que l'aide au développement exerce un magnétisme à double titre: sur les nouveaux adhérents de la gauche en raison de la possibilité qui leur est offerte de modifier, d'une manière plus ou moins voilée, le système dans leur propre pays et de soutenir les mouvements à tendance socio-communiste dans le tiers monde.

Là non plus, les exemples ne font pas défaut: le groupe de travail «tiers monde», héritier de mai 68, a fusionné avec le Comité de solidarité pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine; les «comités de solidarité» pour le Nicaragua et le



De la politisation de l'aide au développement

L'aide au développement est depuis de nombreuses années un pilier obligé de la politique étrangère de tous les pays riches. Quant aux organisations privées d'entraide, elles ne sont pas en reste. Le tout est de trouver la voie médiane qui permette de faire rimer Solidarité et Intérêt national. Ce qui ne va pas toujours de soi.

Salvador, pour la sauvegarde de la révolution en Bolivie, pour les Sahraouis, l'Association Suisse-Cuba, le Comité Incomindio sont autant de piliers qui participent à une imbrication malsaine des organisations pour le développement, avec le résultat que les uns financent une campagne électorale visant à une interdiction des exportations d'armes, les autres collectant de l'argent pour envoyer des armes à la guérilla au Salvador. Dans ce contexte, la main droite ne sait plus, depuis fort longtemps déjà, ce que fait la main gauche.

Maint donateur ne se rend pas compte que son obole sert moins à financer l'aide concrète au développement qu'à modifier l'idéologie du système, d'autant plus que même les contributions étatiques trouvent parfois le chemin des caisses de ce réseau inextricable.

Au terme de ces exemples, il apparaît comme une nécessité impérieuse de débrouiller et d'éclaircir les structures qui régissent l'aide au développement. □

P O L I T I S E R

Richard Gerster, coordinateur de la politique de développement de la Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le Prochain/Helvetas

Il y a quelque temps, les œuvres d'entraide en Suisse ont commencé à s'intéresser à la politique du développement, d'abord timidement et de plus en plus intensivement. Cette politique dépasse le cadre des projets de développement traditionnels, pour toucher à toutes les autres relations que la Suisse entretient avec le tiers monde. Ainsi, Swissaid/Action de carême/Pain pour le Prochain/Helvetas considèrent-elles comme de leur devoir de se poser ensemble en défenseurs des pauvres et d'insérer dans la politique économique extérieure leurs principes et l'expérience qu'elles ont tirés de leur programmes d'aide.

Intervention ne signifie pas langage de la pondération. Intervention signifie, également, opposition aux intérêts établis, lorsque ceux-ci portent préju-

dice aux pauvres des pays du tiers monde. Il semble qu'il soit souvent encore plus difficile de moins prendre que de donner davantage; en défendant une telle opinion, on bute inévitablement sur des résistances.

Ainsi n'est-il guère surprenant que les balbutiements de la politique du développement, il y a quelques années, furent contestés au sein des œuvres d'entraide et ressentis en partie comme un fardeau pour l'ensemble des activités liées à la réalisation de projets en cours. Aujourd'hui, s'occuper de politique de développement va de soi; d'ailleurs, la population a gratifié de dons sans cesse croissants la manière globale dont on envisage actuellement les questions relatives au développement. L'aide au développement étant de plus en plus critiquée, le moment est proche où la politique du développement, de fardeau qu'elle est, deviendra décharge.

Car la perspective politique présidant à la réalisation de certains projets permet à ce

type d'aide d'occuper une place à elle, même si elle est modeste, dans le concert des relations Suisse - tiers monde.

Il est donc faux d'imputer l'appauvrissement croissant des pays du tiers monde sans discernement et de manière globale, à l'échec de l'aide au développement.

Mais pourquoi les œuvres d'entraide s'aventurent-elles sur ce terrain politique, pourquoi se jettent-elles si ostensiblement dans la gueule du loup?

En analysant le cas du Cameroun et du Pérou, on constate la chose suivante. Un engagement important sur le plan de la politique du développement est une condition indispensable pour mener à bien un programme de développement. Notre crédibilité dépend de notre engagement politique. De nos jours en effet, il ne se trouve personne pour croire que les projets de développement suffisent à répondre aux problèmes qui découlent des situations de détresse opposées à l'état de bien-être. Les programmes de dévelop-

pement s'imposent, et font d'ailleurs leurs preuves, lorsqu'il s'agit d'améliorer les conditions de vie, surtout dans un cadre régional. Toutefois, pour que ces progrès soient durables, pour que la pauvreté et l'inégalité ne réapparaissent pas sans cesse, il est plus que temps de procéder à des changements fondamentaux sur le plan de la politique intérieure des pays en développement et de leurs relations avec les pays industrialisés.

Ces modifications des relations économiques et des rapports de force rencontrent souvent l'opposition de ceux qui profitent des circonstances actuelles, que ce soit dans le tiers monde ou chez nous. Les revendications des organisations pour le développement n'ont donc rien à voir avec l'hostilité économique, mais bien plus avec la mise en pratique, peut-être douloureuse, de l'exigence. «Donner davantage et prendre moins.» □